

EN COUVERTURE

Macron, l'homme aux 1 000 milliards de dette

Mensonge. Le président a habitué le pays à la politique des chèques, sans se préoccuper de la dégradation de nos comptes publics. Un déni qui risque de nous coûter très cher.

PAR BEATRICE PARRINO ET MATHILDE SIRAUD

Nous sommes le 27 août 2015 à Jouy-en-Josas, paisible et riante bourgade des Yvelines. Emmanuel Macron, truculent ministre de l'Économie, fête sa première bougie à Bercy. Le futur candidat à l'élection présidentielle clôturera ce jour-là l'université d'été du Medef. Devant le gratin du patronat français, l'encore trentenaire, frais et fringant inspecteur des finances, fait la leçon. Teint hâlé, cravate rouge, voilà qu'il s'en prend sans détour à la « réponse facile » que tous les gouvernements ont utilisée à outrance, à ses yeux : « la dépense publique ». « Lorsqu'on a 57 % de dépense publique rapportée au PIB, ça n'est plus possible. Ça n'est plus possible... Parce que c'est reporter le problème sur les générations à venir [...]. Et c'est avoir une forme de discours irresponsable quand on croit à l'Europe. »

On ne saurait lui donner tort ! Puisse Emmanuel Macron ministre de l'Économie en parler à Emmanuel Macron président de la République ! L'inventeur du « en même temps » n'est pas à une ou deux incohérences près... Le chantre du sérieux budgétaire d'alors s'est mué, une fois élu, en un incorrigible panier percé. Car, depuis bientôt huit ans qu'il est installé à l'Élysée, le niveau de dépense publique est loin d'avoir baissé (57,3 % du PIB en 2023). Mais, pour le président, ce n'est un problème. Pire, il s'enorgueillit d'avoir « maîtrisé les dépenses de l'État » (réunion à l'Élysée lundi 8 avril). Plus grave encore, l'endettement du pays a explosé, avec 3 100 milliards d'euros atteints en fin d'année dernière, soit 110,6 % du PIB. En 2027, Emmanuel Macron laissera le pays avec au moins 1 000 milliards de dette supplémentaires. Du jamais-vu. Un seuil qu'il franchira dès l'an ■■■

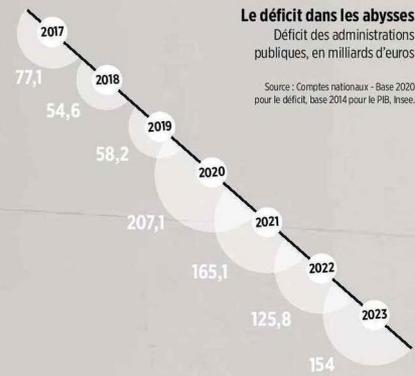


Déringolade. Autrefois défenseur du sérieux budgétaire lorsqu'il était ministre à Bercy, Emmanuel Macron, devenu président, s'est mué en un véritable panier percé.

Le déficit dans les abysses

Déficit des administrations publiques, en milliards d'euros

Source : Comptes nationaux - Base 2020 pour le déficit, base 2014 pour le PIB, Insee.



■■■ prochain, d'après les calculs réalisés par l'Institut économique Molinari. Bruno Le Maire, qui gouverne sans partage à Bercy depuis 2017, continue pourtant d'afficher l'objectif irréaliste d'un déficit public à moins de 3 % du PIB d'ici à 2027 conformément aux critères de Maastricht, quand le compteur affiche 5,5 % en 2023. Las, les ministres attendent fébrilement l'actualisation de la note française par les agences de notation, malgré un plan d'économies de 10 milliards ficelé à la va-vite sans débat au Parlement, par peur d'une censure (*lire p. 36*). Moody's et Fitch se détermineront le 26 avril, et la puissante Standard & Poor's, le 31 mai. De quoi perturber la campagne des élections européennes.

Se peut-il que le gouvernement ait menti aux Français dans le cadre de la dernière loi de finances? Peut-on adopter, comme il l'a fait, un texte basé sur une hypothèse de croissance de 1,4 % et se retrouver contraint de revoir sa copie, avec une prévision de 1 %, moins de trois mois plus tard? Nous avons posé la question à plusieurs spécialistes de Bercy. Leurs explications sont sans appel. « *C'est un grand classique en période de difficulté budgétaire. Un artifice bien connu qui consiste à minorer les dépenses, majorer les recettes avec une hypothèse de croissance trop favorable. Et, au final, à dire que vos recettes sont moins importantes que prévu...* » rapporte un ancien du ministère de l'Économie.

Nous y voilà. Les services de Bercy ont sonné le tocsin pour la première fois dès décembre : les recettes liées à la TVA et à l'impôt sur les sociétés se tassent. *Bis repetita* début 2024. En février, l'administration table sur un déficit de 5,5 % du PIB, bien loin de la prévision trop optimiste de 4,9 % fixée par l'exécutif. Le trou atteint 21 milliards d'euros. Quand on ouvre le capot, la réalité n'est pas belle à voir. La bien nommée « Crim », pour « contribution sur la rente inframarginale », des énergéticiens, mal calibrée, a rapporté 600 millions d'euros, contre plus de 12 milliards escomptés. La taxe sur les rachats d'actions, pourtant annoncée par le chef de l'État lors d'un 13 heures sur TF1 et France 2 il y a un an, n'a toujours pas vu le jour. Certains allègements de charges doublonnent avec des primes distribuées par l'État... Des aides sont mal ciblées. Le retour des amateurs? On se pince. Le mythe de Macron Mozart de la finance en prend un coup. « *On a pris le décret des 10 milliards d'euros d'économies huit jours après avoir été alertés par l'administration. On subit, c'est très compliqué de faire des bonnes prévisions de recettes* », se défend-on dans l'entourage de Thomas Cazenave, ministre délégué chargé des Comptes publics.

Les intermittents du spectacle, un statut unique en Europe

507 heures de travail cumulées dans l'année et des indemnités pour les temps non travaillés. Ce système, unique en Europe, a été conçu pour soutenir les artistes et les professionnels du spectacle, aux emplois du temps souvent hachurés. En 2019, sur les 280 000 intermittents français, plus d'un tiers, soit près de 100 000, étaient indemnisés. Mais leurs allocations creusent les comptes de l'Unédic de près d'un milliard d'euros par an. Ce système est par ailleurs critiqué pour ses effets d'aubaine : certains intermittents cessent de travailler lorsqu'ils ont « fait leurs heures », dénonçait un rapport de la Cour des comptes dès 2012.

SARAH DUMEAU

« Tout le monde s'est félicité du "quoi qu'il en coûte". Mais ça a trop déresponsabilisé la société. » Un ministre

Bruno Le Maire et Thomas Cazenave ne le diront sans doute pas comme ça, mais il a surtout fallu tordre le bras à Emmanuel Macron en personne pour lui soutirer ce plan de 10 petits milliards d'euros d'économies (une paille, pourtant, au regard des 50 milliards d'économies recommandés par la Cour des comptes et des 154 milliards de déficit enregistrés en 2023). Car tous ceux qui ont eu la charge de la gestion des comptes de l'État partagent le même ressenti : le président, contrairement à son secrétaire général, Alexis Kohler, n'a que faire des finances publiques et du dogme de l'équilibre budgétaire ! Les coups de rabot ? Une affaire de petit épicier, pas de son niveau ! Comme tout néokeynésien qui se respecte, Emmanuel Macron ne croit qu'à la croissance, aux vertus du plein-emploi pour soutenir l'économie. Pour avoir pourtant suivi de près la crise grecque à l'époque où il œuvrait pour François Hollande, il est frappant de noter à quel point le président occulte la question de la dette dans ses discours. En clair, ce chef de l'État parle de tout, tout le temps, sauf de la situation dégradée des finances du pays... Comme un impensé de son logiciel. Ce que confirme au Point Damon Mayaffre, auteur de *Macron ou le Mystère du verbe. Ses discours décryptés par la machine* (L'Aube, 2021), qui a passé à la moulinette de son intelligence artificielle les prises de parole du président. « *Le mot "dette" est tabou. Il y a un parti pris communicationnel chez Macron de bannir les termes anxieux de ses interventions. Au même titre que "dette" est sous-utilisée par rapport aux discours de François Hollande ou de Nicolas Sarkozy, les termes occurrents changent aussi : le verbe associé n'est plus "rembourser" mais "amortir", les adjectifs et les noms déplacent le problème avec "écologique" ou "enfants". Nous sommes donc moins dans le dur qu'avec Nicolas Sarkozy, qui parle de "milliards", de "déficit", d'"euros".* »

Il y a les mots... et surtout les actes. Revenons en 2017. Édouard Philippe, Premier ministre, dénonce dans son très solennel premier discours de politique générale « *l'addiction française à la dépense publique* ». « *La France danse sur un volcan* », dit-il encore. Le chef de gouvernement fixe l'objectif de réduire les dépenses publiques de 3 points de PIB en cinq ans. Des économies sont réalisées sur les emplois aidés, les aides au logement, une première réforme de l'assurance-chômage est sur les rails. Le président force son Premier ministre à baisser les impôts (réforme de l'ISF, réduction de cotisations sociales) plus vite qu'il ne le souhaiterait. Dès octobre 2017, une quarantaine d'experts missionnés par le gouvernement planchent sur Action publique 2022, un plan censé réformer l'État



Bruno Le Maire

Le remboursomètre

Fin 2023, la France devait 3 101,2 milliards d'euros à ses divers créanciers. Un gros souci pour Bruno Le Maire, ministre de l'Économie. Mais pas pour une partie de ses opposants. La preuve :

Il cause (beaucoup) de la dette...

« Pour le désendettement accéléré de la nation [...] nous devons trouver au minimum 12 milliards d'euros d'économies en 2025. Appelons un chat un chat : **le plus dur est devant nous.** »

Déclaration, 8 janvier

« Le désendettement n'est ni de droite ni de gauche, il est de **l'intérêt supérieur de la nation.** »

Le Figaro, 6 septembre 2023

« Avec le plein-emploi, une grande partie des problèmes financiers de la France seraient réglés, en particulier **les problèmes** de déficits et de dettes. »

JDD, 17 mars

« Ce qui est raisonnable, c'est de pouvoir diminuer la dette qui est **un poison** pour notre économie ! »

X, 13 juillet 2018

« Certains estiment que la dette n'a pas d'importance et promettent **un matraquage fiscal** à tous les Français : c'est la Nupes. » *X*, 4 juin 2023

« Faut-il rembourser la dette Covid ? la réponse est oui. [...] Affirmer que nous ne rembourserons pas cette dette est **une illusion dangereuse.** »

X, 2 mars 2021

... mais c'est un détail pour eux



Manuel Bompard

« Il faut annuler la partie de la dette contractée pendant la période du Covid. [...] Elle est dans les coffres de la BCE, il faut la geler. **Il faut la laisser dormir**, elle va fondre. »

France 2, 26 mars



Jordan Bardella

« [...] Il faut **étaler la dette sur 50, 60, 70, 80, 100 ans.** Comme c'est fait avec les dettes de guerre. » *France Inter*, 7 mars



Fabien Roussel

« Un pays n'est pas comme une personne : il ne meurt jamais, il a un horizon de vie infinie, **il peut s'endetter toujours.** »

Assemblée nationale, 22 mars 2021



Jean-Luc Mélenchon

« [...] Il faut mettre en route **le congélateur** de dettes. » *L'Opinion*, 19 mars 2021



Marine Le Pen

« Avec **une création monétaire** raisonnable, je rembourserai le capital de la dette et les intérêts de cette dette. » *X*, 4 novembre 2014

LE TELLEC STEPHANE/ABACA - NICOLAS GUYONNET / HANIS LUCAS VI - AT ADIEDJOU KARIM/ABACA - SÉBASTIEN LEBLAN POUR « LE POINT » - ALAIN ROBERT/SIPA - AGIF/SPUS/ABACA

en profondeur et améliorer les services publics. En 2018, les retraites sont sous-indexées par rapport à l'inflation. « *On arrive avec un appétit absolu de réformer, on ouvre plein de chapitres. Notre logique, c'était de tenir les dépenses publiques. On voulait un big bang dans l'enseignement supérieur, couper dans l'audiovisuel public... À la place de cette réforme de l'État, on a eu la suppression de l'ENA !* » s'insurge un ancien de Matignon. Le rapport Action publique 2022 est enterré en bonne et due forme par Macron un an après. À l'époque, le délégué interministériel à la transformation publique s'appelle d'ailleurs... Thomas Cazenave.

La suite est connue. La crise des Gilets jaunes débouche sur un tournant fiscal.

Pris de panique, Emmanuel Macron lâche 10 milliards en une soirée. « *À partir de ce moment-là, ça part dans le décor* », narre un protagoniste de l'époque. En 2019, la baisse des dépenses publiques est à peine mentionnée dans le discours de politique générale d'Édouard Philippe. Les bonnes résolutions n'auront duré que deux ans. Au début

174 millions d'euros

Avec 2 800 personnes travaillant sous ses ordres, le gouvernement Borne a été le plus cher de la V^e République. Il a coûté chaque année aux contribuables 174 millions d'euros. L'Élysée ne fait guère mieux : en 2023, Emmanuel Macron et ses troupes ont dépensé entre 9 et 13 millions de plus que les 114 millions votés initialement. S.D.

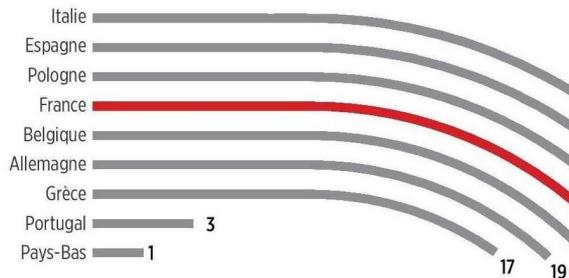
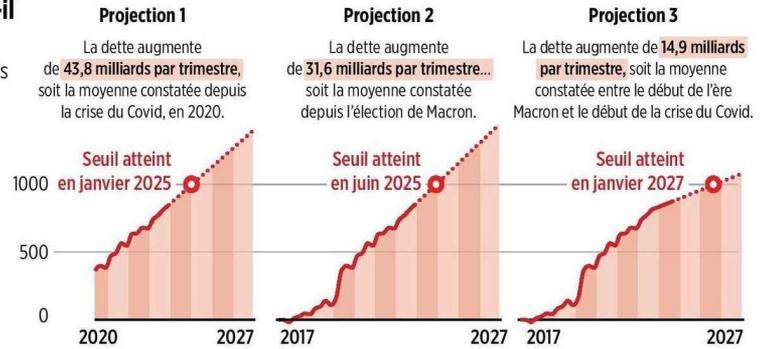
du quinquennat, des ministres devaient se battre pour des arbitrages de 10 millions dans le bureau d'Édouard Philippe. Désormais, plus un membre de gouvernement ne s'exprime dans les médias s'il n'a pas plusieurs centaines de millions d'euros à décaisser en faveur de son secteur... Le début de la grande gabegie. Le Covid, un an plus tard, vient accentuer cette dérive. La trajectoire budgétaire ne sera plus jamais vertueuse. Emmanuel Macron et son ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, décrètent le « *quoi qu'il en coûte* ». « *Une expression gravissime, qui s'est affirmée ensuite comme une manière d'être, de fonctionner*, attaque aujourd'hui Michel Sapin, ancien ministre des Finances de François Hollande, qui ne porte évidemment pas Emmanuel Macron dans son cœur. *L'Allemagne ne l'aurait jamais utilisée, par exemple. Les gens n'ont plus eu aucune notion de rien, ils raisonnent en centaines de milliards d'euros. Ça crée une attitude d'irresponsabilité des gouvernements. Le président et les Premiers ministres se sont ensuite promenés en proposant des plans pour ceci, pour cela.* » Un ministre éminent ne dit pas autre chose : « *Tout le monde s'est* (suite p. 36)

Quand Emmanuel Macron atteindra-t-il les 1 000 milliards de dette ?

En euros courants, en se fondant sur les rythmes d'augmentation récents.

L'Institut économique Molinari a estimé pour Le Point la période à laquelle E. Macron atteindra les 1 000 milliards d'euros de dette cumulée depuis son entrée à l'Élysée. Aujourd'hui, nous sommes à 821 milliards. Quel que soit le scénario retenu, il quittera la présidence en 2027 en ayant atteint ce désolant et vertigineux résultat.

Source : Institut économique Molinari (IEM).



Vivre toujours plus à crédit

Comparaison européenne pour l'année 2022

Source : Institut économique Molinari (IEM).

L'IEM a calculé le jour où toutes les ressources de l'année des administrations ont été dépensées dans ces différents pays. En se basant sur ces dates, le graphique ci-contre représente le nombre de jours sans budget restants pour l'année 2022.

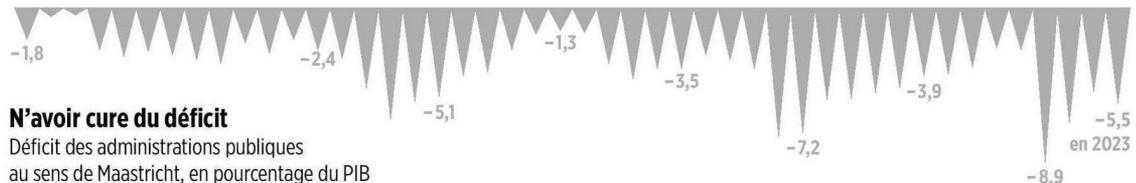
De l'art de dépenser à la française

CLARA DEALBERTO AVEC BÉATRICE PARRINO ET MATHILDE SIRAUD

Laisser la dette enfler

Dette de la France en milliards d'euros, au sens de Maastricht

Source : Insee.



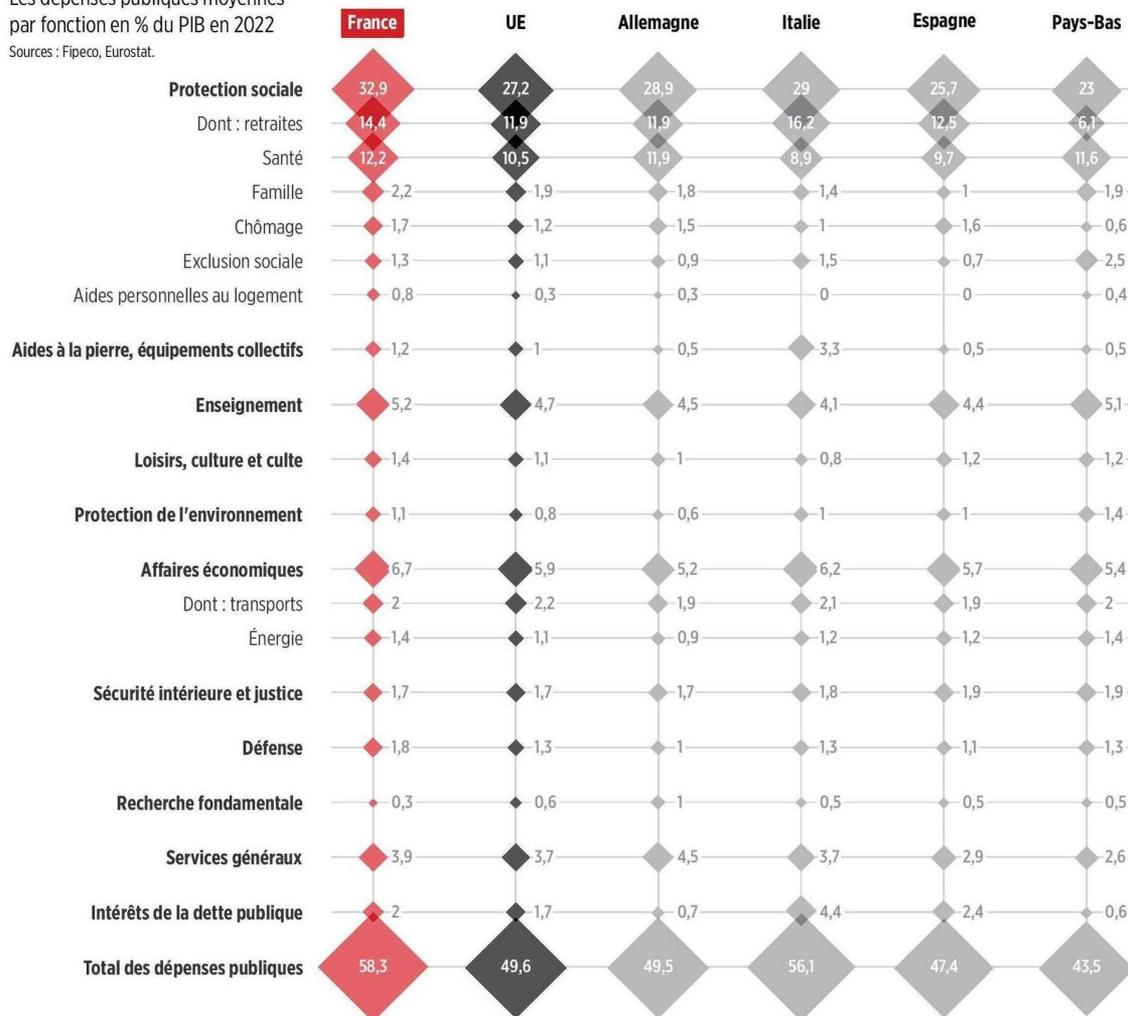
N'avoir cure du déficit

Déficit des administrations publiques au sens de Maastricht, en pourcentage du PIB

Mettre le paquet sur les prestations sociales

Les dépenses publiques moyennes par fonction en % du PIB en 2022

Sources : Fipeco, Eurostat.



140 milliards d'euros
Crise du Covid et mesures de relance de l'économie

Signer des chèques à tout-va

Liste non exhaustive, en milliards d'euros

Source : estimations *Le Point*.

110 milliards d'euros
Mesures en faveur du pouvoir d'achat et anti-inflation

30 milliards d'euros
Plan d'investissement France 2030

17 milliards
Mesures Gilets jaunes

9 milliards
Séjour de la Santé

7
Transition écologique

3,8*
Ukraine

*En 2022 et 2023

(suite de la p. 33) *félicité du “quoi qu’il en coûte”.* Mais ça a trop déresponsabilisé la société. » La preuve ? Un exemple : un amendement au budget de la Sécurité sociale prévoyait la prise en charge par l’État d’un coach sportif pour les malades, avant d’être finalement retiré. Rien n’est trop cher pour la nation des prochains Jeux olympiques !

Tétanisé par une nouvelle fronde de son peuple, en course pour sa réélection, Emmanuel Macron convoite le titre de président du pouvoir d’achat. Le chèque, voilà la recette de la popularité. Entre 2019 et 2023, les dépenses de l’État augmentent de 25 %... Le grand tournant de l’argent magique. « *Des hauts fonctionnaires ont quitté le Trésor, horrifiés par les dépenses* », nous rapporte une source au sein de l’administration centrale. S’il y en a un qui n’a pas eu d’oursins dans les poches,

Les problèmes imprévus se traduisent par toujours plus de dépenses supplémentaires.

c’est bien l’ancien Premier ministre Jean Castex. De l’aveu de plusieurs acteurs de premier plan de l’époque, le bouclier tarifaire pour lutter contre la hausse du prix du gaz a été mis en place bien trop tôt, pour une facture finale exorbitante pour l’État (110 milliards tout de même, pour « *un gain politique nul* », persifle après coup un conseiller de l’exécutif). « *Pass culture, capotes gratuites... Ils ont balancé du fric à tout-va* », griffe un soutien d’Édouard Philippe. Élisabeth Borne, soucieuse paraît-il des comptes publics, n’est pas non plus en peine. Chèque covoyage, fonds pour les collectivités, « *un bon logiciel de gauche* », raille-t-on au sommet de l’État. Même sous Gabriel Attal, pourtant brièvement passé par Bercy, les problèmes imprévus se traduisent par toujours plus de dépenses supplémentaires. Premiers barrages d’agriculteurs mécontents ? 400 millions d’euros... Bruno Le Maire, pas le moins dépensier, dit désor-

mais vouloir en finir avec l'État providence et la « grande déconnade ». Il ne mâche pas ses mots en petit comité contre « le rêve caché selon lequel le vrai progrès d'une démocratie libérale, c'est que tout devienne gratuit ».

L'Élysée, de son côté, dit assumer ce coût de la « protection » des Français et renvoie la balle aux collectivités locales, aux partenaires sociaux. Le président a exhorté ses troupes, lors d'un dîner le 20 mars au Château, à ne pas dramatiser la situation. Pas de panique, notre pays est solide et fort. Et puis c'est aussi la faute de l'Allemagne, qui vient d'entrer en récession... Emmanuel Moulin, directeur de cabinet de Gabriel Attal et ex-patron du Trésor, entonne le même air à Matignon : l'inflation est à la baisse, le taux d'épargne reste fort. La théorie du verre à moitié plein... « Emmanuel Macron s'en fout de laisser un pays endetté, il ne peut pas se faire réélire. On a fait des conneries, certaines ne

coûtaient pas forcément cher, mais ça donne l'impression du grand n'importe quoi », reconnaît l'un de ses proches.

Un début de mea culpa ? On se souvient du slogan « Il a cramé la caisse » de Valérie Pécresse, qui n'a jamais été autant d'actualité. La situation préoccupe par ailleurs de plus en plus l'opinion. Bruno Le Maire jure de ne pas toucher aux impôts. Comment y croire après tant de mensonges ? « On va tous payer l'addition », lâche-t-on dans un ministère de premier plan. Mais rien ne sera dévoilé avant fin juin, élections européennes obligent. D'ici là, Matignon prévoit de contrôler rigoureusement les dépenses. Mais, quand bien même il le voudrait, Macron n'a même pas de majorité au Parlement pour remettre les comptes en ordre !

Si un scénario à la grecque est à exclure (pour l'instant), la dérive budgétaire de la France peut tout de même crisper l'ensemble de la zone euro, avec ses économies interdépendantes. Les Allemands commencent à nous regarder de travers. Est-ce grave de s'endetter pour un État ? En soi, non. Sauf que, dans le cas de la France, il s'agit de passer par l'emprunt non pas pour réaliser de vrais investissements, mais pour financer des dépenses courantes. Paris ne s'endette pas pour

s'enrichir mais pour contenir son appauvrissement. C'est là que cela se complique avec les agences de notation et les prêteurs. Évidemment, eux ne voient pas de mal à la dette, mais si et seulement si elle permet à un pays de s'offrir un futur plus radieux. Cette année, la France va emprunter 285 milliards sur les marchés, selon le programme de l'Agence France Trésor. La charge de la dette était initialement budgétée à 52,2 milliards. Et le risque est que les agences et les prêteurs accordent un crédit moindre à la France et que cette charge de la dette augmente. La grande menace qui pèse sur notre pays, c'est la perte de confiance des marchés et de nos partenaires européens.

L'enjeu n'est donc pas d'économiser quelques milliards comme le laisse entendre l'exécutif. Il s'agit d'établir et de respecter une trajectoire budgétaire crédible. Comment ? En traitant enfin les problèmes structurels. Une énième réforme de l'assurance-chômage, telle que l'envisage Gabriel Attal, n'aurait par exemple qu'un effet anecdotique sur nos comptes, au regard, au hasard, de l'augmentation (de 5 à 7 % par an) des dépenses de médicaments. N'en déplaise au gouvernement, les retraites, le premier poste des dépenses publiques, constituent un problème de poids pour notre économie malgré la réforme Borne et les autres réformettes qui l'ont précédée (*lire p. 38*). Un cas d'école de l'insincérité en matière de comptes publics. Encore un gros mensonge ■

Retraites : ce trou béant qu'on ne saurait voir

Tuyauterie. Le gouvernement voudrait faire croire que notre système est excédentaire, alors qu'il est déficitaire. Décryptage.

PAR BEATRICE PARRINO

Il existe encore des inspecteurs des finances qui apprécient les chiffres et les faits. Ne les cherchez pas à l'Élysée; regardez plutôt le banc des anciens. Et celui qui trépigne le plus de ce côté-là, ne perdant pas l'espoir d'entrer en jeu pour faire basculer l'opinion, se nomme Jean-Pascal Beaufret (73 ans). Son obsession: mettre fin aux « *discours trompeurs sur les déficits sociaux* ». À ses yeux, il est évident que le suivi de nos dépenses en matière de protection sociale laisse à désirer. Pire encore, Beaufret assure, dans la revue *Commentaire*, que « *les documents officiels continuent d'affirmer que les interventions des administrations sociales sont excédentaires et ne contribuent pas aux déficits publics* ». Ce qu'il juge (et il le démontre) « *inexact* », et qui constitue, selon lui, « *un discours trompeur* », surtout lorsque l'on sait que ces dépenses représentent 32 % du PIB... « *La transparence des comptes est un devoir dans une démocratie avancée, mais elle est aussi un préalable à la prise de conscience collective.* »

Beaufret a passé au peigne fin nos comptes publics et les documents transmis par la France à Bruxelles. Il en ressort un gros mensonge à la ligne Vieillesse, notre plus gros poste budgétaire: contrairement au dire du gouvernement, nos caisses de retraite n'étaient pas excédentaires de 4,4 milliards d'euros en 2022, mais elles affichaient 68 milliards de déficit. Comment expliquer un si gros écart? « *Sur le plan comptable, il y a plusieurs façons de raisonner et de nombreuses zones d'ombre* », souligne Pierre-Édouard du Cray, de Sauvegarde Retraites. Dans les colonnes du *Point* avec l'aide de cette association, dès 2013, nous décortiquions cette farce et attrape comptable: année après année, la dégradation des comptes a été compensée par le transfert de ressources de l'État ou de branches de la Sécu (famille,

La fonction publique, l'autre poste de dépense

Plus d'un actif français sur cinq (21,13%) travaillait ainsi dans le secteur public en 2021, contre 18,63% en moyenne dans les pays de l'OCDE. La masse salariale de la fonction publique en 2022 représentait 221 milliards d'euros, hors cotisations sociales. Soit 1,44% de la dépense publique. S.D.

La vérité est que notre système court à sa perte.

chômage, maladie), grâce à des jeux de tuyauterie financière. C'est une « *convention* ».

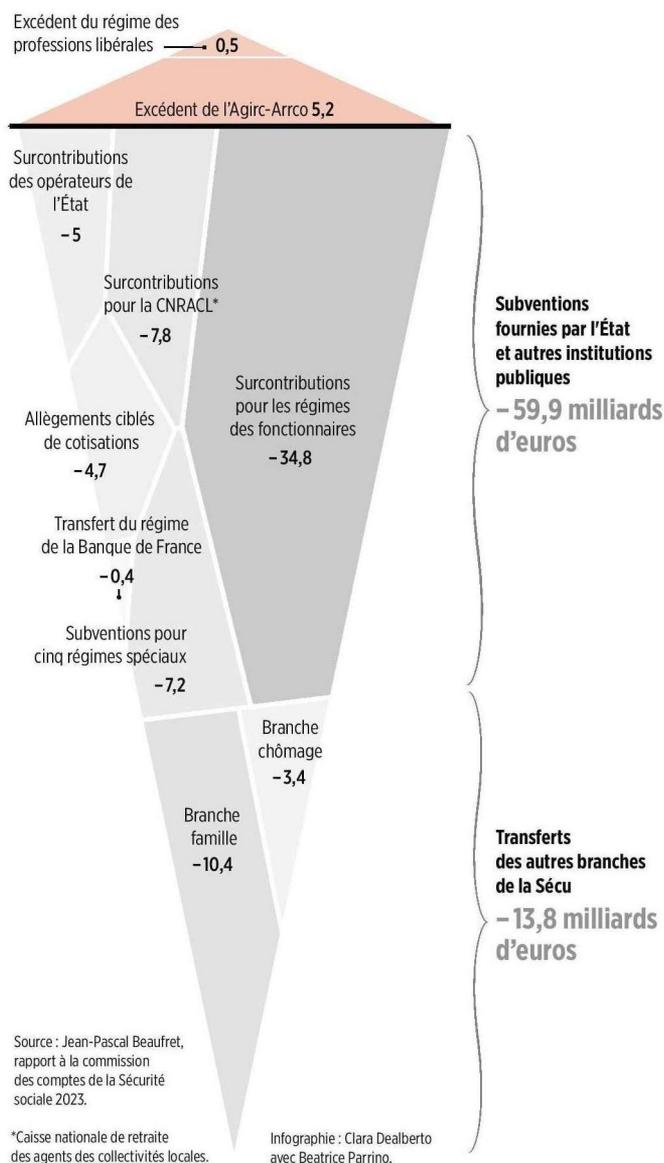
Ne cherchez pas dans les documents officiels! Vous ne trouverez pas les subventions pour équilibrer, par exemple, le régime des fonctionnaires – 35 milliards tout de même. Ce transfert d'argent public vertigineux n'est jamais reconnu par l'État et ses administrations, n'étant pas inclus dans le solde des administrations de la Sécu. Même scénario pour les régimes spéciaux. Les 7,2 milliards fléchés pour leur maintien à l'équilibre sont portés disparus... Quant aux transferts entre branches de la Sécu, ils sont également passés à la trappe. Appréciez tout de même l'effort fourni: 13,8 milliards. « *Le discours cherche à rassurer sur le niveau des revenus d'inactivité en évitant la prise de conscience du caractère insoutenable des prestations dans un pays vieillissant* », regrette Beaufret.

Malgré la contribution négative de la branche vieillesse (-2,7% du PIB), le Parlement n'a jamais été officiellement informé de ces chiffres. Car, sur le sujet des pensions, il est nourri par le Conseil d'orientation des retraites (COR), créé en 2000 par le socialiste Lionel Jospin, pour « *aborder la question des retraites de manière sereine* ». Cet organisme n'a jamais considéré comme pertinent de présenter dans ses rapports adressés à nos élus le « *solde avant subventions* », ce qui explique en partie l'échec répété des réformes qui se succèdent depuis vingt ans. Faut-il s'étonner de telles omissions? Ce COR, organisme prétendument indépendant composé d'économistes, de parlementaires, de partenaires sociaux, a toujours eu un penchant pour les scénarios roses (surestimant souvent la croissance ou la productivité française). Dans le cadre de la dernière réforme, dite Borne, le COR, rattrapé par les polémiques, expliquait établir ses calculs à partir de deux conventions comptables. Concernant l'une

Le COR annonce un solde positif de 4,4 milliards d'euros en 2022



La réalité : un déficit de 68 milliards d'euros



d'elles, l'instance reconnaissait qu'« elle ne donne cependant, par construction, aucune indication sur la situation financière des régimes équilibrés financièrement par l'État (près d'un quart des dépenses de l'ensemble du système) ». Le COR se justifiait en indiquant qu'il était « cohérent » avec « la position du gouvernement ». Son président d'alors, Pierre-Louis Bras, rappelait, malicieux, que son instance se base sur des méthodes de calcul validées par l'exécutif et le Parlement. Conscient des controverses sur le solde en euros du système, il invitait à raisonner en points de PIB. Faisons-le ! Nos dépenses de retraites pèsent 14,4 % de la richesse produite, contre 11,9 % en moyenne dans l'UE. Cette donnée veut bien dire que la France est l'un des pays les plus généreux de l'UE, dans un contexte de vieillissement de la population.

Au sein du monde politique, François Bayrou, réputé proche d'Emmanuel Macron, est la seule personnalité à s'être émue, début 2023, de ce maquillage. Afin d'estimer à sa juste profondeur le trou des retraites, il proposait « une mission flash ». En vain. Borne a ainsi pu passer son texte, sans que ses calculs et ses perspectives bien trop optimistes ne soient remis en question. La réforme de 2019, qui prévoyait un big bang avec l'instauration d'un régime par points, aurait conduit à une présentation plus sincère des comptes. Mais, on le sait, un tel projet a été rangé dans un tiroir fermé à double tour. Le mensonge persiste, la vérité étant que notre système court

La France est l'un des pays les plus généreux de l'Union européenne.

à sa perte. « Ce manque de transparence nous enferme dans un débat misérable qui empêche de s'attaquer aux vrais sujets, comme les retraites des fonctionnaires, regrette Nicolas Marques, de l'institut Molinari, un think tank libéral. Au lieu de les financer par le budget de l'État, on pourrait, par exemple, provisionner les pensions sur un fonds et en tirer des plus-values. Mais impossible d'en discuter, même un peu, car, d'après les données officielles, il n'y aurait pas de problème. »

Beaufret n'hésite pas à comparer l'État français à une entreprise cotée en Bourse qui déplacerait les résultats d'activités dans différentes branches ou vers la maison mère. Et de rappeler qu'elle serait sanctionnée par les autorités des marchés pour des comptes publiés non sincères. Il n'a pas tort ■